

« La lumière s'éteint dans les universités »

TURQUIE Le pouvoir a débarqué par charrettes entières les enseignants « hostiles »

- En cette rentrée, plus de 5.700 enseignants manquent à l'appel dans les universités turques.
- Le pouvoir profite de l'état d'urgence, décrété après le putsch manqué de l'été 2016, pour licencier ses opposants.

ISTANBUL

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Il donne rendez-vous « n'importe quand et n'importe où ». Et ironise : « J'ai beaucoup de temps libre en ce moment ! » Mehmet Cemil Ozansü a perdu son travail, pas son sens de l'humour. Depuis que son nom apparaît en annexe d'un décret-loi d'octobre 2016, ce Turc de 36 ans n'enseigne plus l'histoire du droit à l'Université d'Istanbul. « J'ai fait partie des premières charrettes », commente-t-il derrière ses lunettes, rondes comme son visage.

Plus de 5.700 universitaires, parmi quelque 145.000 fonctionnaires, ont été limogés après la tentative de putsch de juillet 2016. « Liens ou appartenance à un groupe terroriste » : les décrets de révocation n'expliquent rien de plus aux concernés. « Ça faisait des années que le rectorat essayait de me virer. L'état d'urgence était l'occasion rêvée, avance ce syndicaliste. En 2008, nous avons lancé un mouvement pour améliorer le statut des assistants de recherche. Tous les meneurs ont été limogés. Cherchez le rapport avec le coup d'État ! »

Ibrahim Kaboglu, lui, ressasse depuis février les causes de son « déshonneur », ainsi qu'il nomme son limogeage de l'université de Marmara. Cet éminent juriste, qui enseignait depuis 40 ans, hésite entre syndicaliste, opposant ou signataire d'une pétition réclamant la fin des violences d'État dans le sud-est kurde. Les trois, peut-être. « J'ai lutté toute ma vie pour la démocratie et les droits de l'homme, et je me retrouve "terroriste", dans le même panier que les putschistes, à l'aube de la retraite », fulmine le professeur.

Lorsqu'il radie des fonctionnaires à coup de décrets-lois, le gouvernement leur prive de leurs revenus et du droit d'exercer. Il annule aussi leur passeport, même lorsque aucune poursuite n'a été engagée. « C'est pour ça que je refuse de parler de simple "limogeage", poursuit Ibrahim Kaboglu, qui voyageait réguliè-

rement à travers l'Europe. *C'est comme si on tuait quelqu'un avec une balle de revolver, puis qu'on vidait le chargeur sur lui, puis qu'on piétinait son cadavre, puis qu'on le tirait au bout d'une corde.* »

Mehmet Cemil Ozansü acquiesce d'un sourire forcé : « C'est une mort sociale. Même pour quelqu'un comme moi qui a l'habitude des luttes, même quand tant de collègues sont dans le même cas, à la fin de la journée, vous êtes seul avec votre situation. »

Pendant des mois, les fonctionnaires révoqués n'ont eu aucun recours. Sous pression de l'Europe, qui voyait les plaintes s'accumuler à la Cour européenne des droits de l'homme, les autorités turques ont créé une « commission d'état d'urgence ». Plus de 98.000 per-

sonnes, dont ces deux enseignants, lui ont envoyé leur dossier. « Je n'ai rien à perdre mais je ne suis pas très optimiste », concède Ibrahim Kaboglu, qui avait d'abord refusé de livrer son sort à sept membres nommés par le gouvernement.

Son collègue Mehmet Cemil Ozansü a aussi hésité : « M'adresser à cette commission illégale, c'est la légitimer. Je n'avais qu'une alternative, plaisante-t-il : inviter les autorités à jouer mon avenir au backgammon. Croyez-moi, la décision de cette commission et l'issue d'une partie de backgammon ont la même valeur juridique. J'aurais même peut-être plus de chances de gagner au backgammon ! »

En douze années dans l'enseignement, Mehmet Cemil Ozansü dit avoir constaté « la chute » de l'université turque. « Nous avons changé de ligue », soutient-il lorsqu'il compare son établissement, autrefois réputé, aux universités grecques, espagnoles ou italiennes auxquelles il pouvait se mesurer. « Nos universités sont sous l'influence des conservateurs, représentants de la synthèse turco-islamique, décrit Ibrahim Kaboglu, qui estime que le vrai problème n'est pas là. Ce qui compte, c'est ce que les enseignants transmettent à leurs élèves. Est-ce que mes collègues vont raconter objectivement la réforme constitutionnelle [instaurant un régime présidentiel fort pour Recep Tayyip Erdogan] ? Est-ce qu'ils vont conseiller aux étudiants de se faire discrets sur leurs opinions ? J'ai peur que la lumière ne s'éteigne totalement dans nos universités. » ■

ANNE ANDLAUER

« J'aurais peut-être plus de chances de gagner au backgammon que devant cette commission ! » MEHMET CEMIL OZANSÜ